

Tragique routine de la route qui tue

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

V o t r e q u o t i d i e n n a t i o n a l

Quatorzième année - N° 4152 - Mercredi 19 avril 2017 - Prix : 10 DA

La route nationale bloquée
par des habitants de Naciria

Les usagers de la
route pris en otages

Page 24

Formation et enseignement professionnels

Mohamed Mebarki : «Le secteur peine à susciter l'intérêt des candidats»

Page 3

Le nouvel axe Washington-Tel Aviv

Par Mohamed Habili

La tournée au Moyen-Orient du chef du Pentagone a commencé hier, c'est-à-dire avant que la visite du vice-président Mike Pence en Corée du Sud ne soit terminée, cette concomitance disant à elle seule quelles sont les priorités de politique extérieure de l'administration Trump. Le ministre de la Défense américaine se rendra tour à tour en Arabie saoudite, au Qatar, en Egypte, à Djibouti et en Israël, un périple qui n'est pas en soi pour étonner de la part d'un responsable américain arrivant nouvellement aux affaires. Mais jusque-là un voyage dans une ou davantage de capitales arabes d'une part, et dans Israël de l'autre, d'un membre important de l'administration américaine, est nécessairement consacré au conflit israélo-palestinien. Encore qu'en la matière l'habitude a fini par prévaloir de ne se rendre qu'en Israël et en Cisjordanie, les premiers concernés. Il en sera sans doute question aussi lors de la tournée qui commence, mais à l'évidence ce sujet ne sera pas le seul à être abordé, ni même le plus important d'entre ceux qui le seront. Le chef du Pentagone ne va pas voir les protagonistes du conflit israélo-arabe, puisqu'une rencontre avec Mahmoud Abbas n'est pas au programme, mais ses principaux alliés dans la région, l'axe Washington-Tel Aviv passant désormais nettement par plusieurs autres capitales arabes.

Suite en page 3

Pratique tolérée ou encouragée ?

L'affichage anarchique, tare de la campagne

- La campagne électorale à son dixième jour/ «Des programmes sans alternatives» pour les experts
- Béjaïa/Les indépendants à la conquête des électeurs

Lire page 2



PH/D. R.

Salon de recrutement à Alger

**3 000 postes proposés
aux demandeurs d'emploi**

Page 4

Traduire les documents importants de l'ONU vers le tamazight

**Si El Hachemi Assad
s'entretient avec Eric Overvest**

Page 13

Béjaïa Les indépendants à la conquête des électeurs

LA CAMPAGNE électorale amorce son dixième jour et les candidats issus des partis et listes indépendantes tentent tant bien que mal de convaincre les citoyens qui sont à vrai dire sceptiques, d'aller voter. L'ex-président de l'APW de Béjaïa Ferhat Hamid transfuge du FFS, conduisant «la liste indépendante des citoyens libres» a animé avant-hier un meeting populaire à la salle de cinéma d'Akbou. Le candidat indépendant veut, selon lui, réhabiliter la ville d'Akbou et la ville de Béjaïa et la transformer cette dernière en métropolitaine. Il veut «la réhabiliter aux plans national et régional d'aménagement du territoire dans lequel il n'y figure pas», dit-il. Pour lui, la commune d'Akbou doit être hissée au rang de wilaya ce n'est qu'avec cette façon qu'on va la réhabiliter puisque elle contribue, fait-il observer, à l'économie nationale et de la région grâce à la plus value que génère sa zone industrielle et ses activités agroalimentaires importantes, autrement dit, par sa fiscalité. Ferhat Hamid a plaidé pour un plan d'urgence socio-économique pour la wilaya pour sa mise à niveau. Pour lui c'est la cause qui l'a poussé avec ses camarades à constituer une liste et entrer en lice pour investir l'APN pour exprimer ses idées et transmettre les préoccupations des citoyens plus haut. «Nous sommes devant un rendez-vous particulier que nous espérons ne pas rater», c'est pourquoi il faut voter en masse et sanctionner les partis traditionnels et les partis du pouvoir. Il dira ensuite: «cette élection doit être un moment privilégié de la démocratie pour faire valoir notre vision et nous forger un destin commun en l'absence d'une classe politique à la mesure de la crise que traverse notre pays». Il a souligné que «notre wilaya continue, hélas, à être reléguée au second plan faute d'hommes et de femmes volontaires, animés d'esprit de sacrifice et capables de relever les défis et il est temps que la population se réapproprie le mandat de député en barrant la route aux opportunistes de tous bords». Et de poursuivre: «notre objectif est de lancer une dynamique pour une véritable représentation politique, économique, sociale et culturelle avec toutes les forces vives de la société dans notre wilaya». Les candidats de la liste indépendante «Initiative citoyenne», conduite par le maire de Tinebdar continue d'investir le terrain. Hier, ils ont animé des rencontres de proximité à Oued Ghir. Bennadij Braham a annoncé l'organisation d'une marche populaire jeudi 20 avril à Sidi-Aïch. **H. C.**

Pratique tolérée ou encouragée ?

L'affichage anarchique, tare de la campagne

■ Ils collent les posters et listes des candidats un peu partout: aux arbres, aux pylônes électriques, sur les vitrines des magasins, sur les portes, sur les murs et façades des sociétés et administrations parfois, sur les panneaux de signalisation et publicitaires sur les routes, etc.

Par Hocine Cherfa

Dix jours après son lancement, la campagne électorale pour les législatives du 4 mai se poursuit. Les candidats issus des partis politiques et listes indépendantes en lice ne lésinent pas sur les moyens pour tenter de captiver l'attention des candidats sur eux, histoire de grappiller quelques voix par-ci par-là. Pour ce faire, tout est permis. Outre les coups et critiques acerbes qu'on entend dans les meetings, les équipes de campagne des candidats sillonnent aussi les villes et collent des affiches à tout-va. Ils collent les posters et listes des candidats un peu partout: aux arbres, aux pylônes électriques, sur les vitrines des magasins, sur les portes, sur les murs et façades des sociétés et administrations parfois, sur les panneaux de signalisation et publicitaires sur les routes, etc... Les consignes de la haute instance de surveillance des élections législatives ne sont même entendues. Celles-ci a du pain sur la planche d'ailleurs à ce sujet. Mais les candidats restent totalement sourds. Cela on peut le remarquer au niveau de plusieurs quartiers, notamment sur les murs du siège de la l'APC, à la cité M'djahed, à El-Khemis et dans d'autres endroits et aussi dans les autres communes de la wilaya. Les équipes de campagne des candidats collent les affiches de leurs protégés le soir

Ph.D.R.



pour ne pas se faire remarquer et le moment propice aussi pour arracher celles de leurs adversaires et coller les leurs par dessus celles de ces derniers. Ils ne respectent pas aussi les lieux d'affichages réservés aux candidats, un procédé observé depuis longtemps et qui n'est pas nouveau d'ailleurs. Un affichage anarchique, qui illustre parfaitement l'état d'esprit des concurrents. Ceci au mépris de la loi. Certains partis optent pour l'affichage de leurs listes sur les façades des édifices. Les autorités ont instruit les communes à

enlever toute affiche collée en dehors des sites retenus à cet effet. Une équipe de l'APC est engagée sur le terrain pour arracher les affiches collées sauvagement en ville. C'est le cas ces derniers jours à Souk El-Tennine. Les citoyens n'hésitent pas à exprimer leur désapprobation par rapport à cette pratique qui enlaidit le paysage. Reste à savoir si l'administration va agir et ester en justice les partis et les candidats ou cette pratique sera tolérée comme ce fut le cas lors des campagnes électorales précédentes. A Amizour les autori-

tés ont donné instruction d'arracher les affiches du FFS collées à des endroits non autorisés. Le Front des forces socialistes a violemment réagi à cela, et estimé qu'il est le seul à être visé. Cette pratique défigure les biens immobiliers privés et publics. Les partis doivent en prendre conscience même si cela serait toléré. Des citoyens estiment que «même si cela paraît être toléré il faut que les candidats comprennent par eux-mêmes que c'est mal».

H. C.

La campagne électorale à son dixième jour

«Des programmes sans alternatives» pour les experts

Plus que quelques jours pour boucler la campagne électorale prévue pour l'élection des nouveaux locataires de l'hémicycle, l'administration de Noureddine Bedoui affine ses chiffres, les chefs de partis et les formations politiques ainsi que leur tête de liste poursuivent leur bataille électorale à travers le territoire national. A ce titre, le département de l'Intérieur rendant publiques les dernières données concernant les législatives du 4 mai prochain, indique qu'ils sont exactement 23 251 503 d'Algériens à être concernés par ce vote à élire une nouvelle législature. Aussi, pour ceux qui auront choisi d'exprimer leur voix à ce scrutin, l'administration a mobilisé 53 124 bureaux de vote implantés dans 12 176 centres de vote répartis sur l'ensemble des 48 wilayas du pays et des 4 zones pour le vote de la communauté algérienne établie à l'étranger. Les électeurs devront ainsi se prononcer pour

les 462 députés portés sur 938 listes engagées dans ce suffrage au titre de la composition de la future Assemblée populaire nationale (APN). Dans l'ordre de classement, Alger qui compte le plus grand nombre de sièges de députés (37) et 17 listes en lice, occupe la 1^{re} place avec 1 900 479 électeurs. La capitale sera suivie par la wilaya de Sétif avec 19 députés à élire sur les 17 listes électorales par un électoral de 964 836 électeurs. Puis viendra en 3^e position la wilaya d'Oran avec 18 sièges de députés en 4^e place avec 675 479 électeurs qui éliront 15 députés choisis sur les 15 listes en compétition. Pour sa part, le vice-président de la Haute instance indépendante de surveillance des élections (HIISE), Ibrahim Boudoukha, a affirmé hier, qu'aucun dépassement nécessitant le déclenchement d'une

action publique n'a été enregistré, à ce jour, par l'Instance au cours de la campagne électorale des législatives du 4 mai prochain. Sur le front de la bataille, après une guéguerre, certes de bonne foi, qui a commencé il y a quelques jours entre le FLN et le RND, c'est au tour de Amara Benyounés, SG du MPA, qui hier à partir de Médéa, de tirer sur certaines formations politiques qui, dira-t-il, «se proclament déjà vainqueur de ce scrutin». Sans les citer, Benyounés regrette que de grandes formations politiques affichent en public de tels propos et déclarent ne pas reconnaître les résultats du prochain scrutin, dans le cas où ils obtiendraient moins de 40% des sièges à la future Assemblée populaire nationale. Par ailleurs, continuant à appeler au vote massif le 4 mai prochain qui selon lui est l'«ultime occasion» pour opérer un «grand changement», il affirmera que la voie des urnes est la «solution idoine pour sortir le

pays de sa crise (...) et la meilleure parade aux visées inavouées de ceux qui veulent provoquer le chaos dans le pays».

Par ailleurs, dans leurs analyses, les spécialistes et experts en économie estiment que «le contenu économique des programmes électoraux est dans la plupart des cas très vague, les partis politiques fixant des objectifs généraux mais sans donner avec précision les instruments et moyens pour les atteindre». Faisant ainsi le reproche aux partis de ne pas «proposer de nouvelles alternatives qui auraient permis aux citoyens de mesurer le poids de chaque programme».

Les propositions formulées par les partis en course pour ces législatives concernant la sortie de la crise économique induite par la chute des prix du pétrole, sont pour la plupart «à caractère général» et manquent de «concision et de détails».

Linda Naili

50 morts et plus de 1 000 blessés en une semaine

Tragique routine de la route qui tue

■ Le bilan est tout simplement glaçant. Dans la semaine du 9 au 15 avril, cinquante personnes ont perdu la vie dans des accidents, selon un bilan établi, hier, par les services de la Protection civile.



Par Louiza Ait Ramdane

Une hausse exponentielle des accidents de la route est constatée, notamment dans les grandes villes à travers le territoire national, engendrant ainsi des dégâts matériels et humains. Le bilan de la Protection civile témoigne de l'hécatombe provoquée par la violence routière. Cinquante morts en une semaine, sans compter le nombre de blessés qui s'élève à 1 202 personnes sur un total de 1 107 accidents. C'est la wilaya de Bouira qui enregistre le bilan le plus lourd avec cinq personnes décédées et 50 autres blessées sur un total de 41 accidents de la route. La nouvelle loi sur la sécu-

rité routière ainsi que le permis à point sont entrées en vigueur.

Le nouveau code de la route introduit plusieurs mesures visant à durcir les sanctions contre les délits routiers. Mais malgré cela, les routes continuent d'endeuiller les familles algériennes. Toutes les mesures de sensibilisation au respect du code de la route n'empêchent pas de compter chaque jour des accidents de la circulation ayant pour cause principale le facteur humain (manque de civisme, non-respect du code de la route, conduite en état d'ébriété, excès de vitesse...), selon le constat des services de sécurité. Le facteur humain est à l'origine de plus de 90% des accidents de la route, du fait des dépassements

dangereux, de l'excès de vitesse et du non-respect du code de la route. En plus des accidents dus au fait d'utiliser le téléphone au volant, ou encore une vitesse excessive, il y a aussi ceux causés par des défaillances techniques et la vétusté des véhicules. Les mesures de prévention prises par les différents intervenants dans la sécurité routière et les modifications apportées au code de la route, avec le durcissement du contrôle technique, n'ont pas donné les résultats escomptés afin d'atténuer ce mal qui continue à faire des victimes.

En plus de coûter la vie à des milliers de personnes par an, les accidents de la route ont également un coût économique pour

le pays estimé à 100 milliards DA/an en moyenne, sans compter les charges répercutées sur les compagnies d'assurance.

Le renforcement de la sécurité et de la prévention routière par la sensibilisation et l'installation d'un millier de radars sur les routes n'auront pas suffi. Les radars sont repérés par les conducteurs. Le principal défi réside dans le changement des mentalités et des comportements dans notre société. En plus de mesures techniques visant à maintenir la répression, il est vital d'inculquer la culture de la prudence routière dans les auto-écoles ainsi que les écoles pour que la prudence sur la route devienne un réflexe quotidien.

L.A.R.

Formation et enseignement professionnels

Mohamed Mebarki : «Le secteur peine à susciter l'intérêt des candidats»

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels a indiqué, hier, que son secteur faisait l'objet d'une réorganisation totale afin de lui redonner sa place de cursus complémentaire ou supplémentaire à l'enseignement secondaire. S'exprimant hier sur les ondes de la Radio nationale Mohamed Mebarki, a soutenu que «la formation et l'enseignement professionnels ne sont définitivement pas le réceptacle de l'échec scolaire». Toutefois, le réaménagement de l'architecture des diplômes de l'enseignement professionnel, adopté récemment par le gouvernement, visait à intégrer leurs titulaires dans des secteurs techniques de l'économie et à permettre aux élèves le souhaitant de poursuivre des études plus poussées dans cette spécialité. Il est question d'une «architecture des diplômes plus attractive en vue de donner plus de choix aux

élèves passant du moyen au secondaire à travers un cursus supplémentaire». Même s'il a avoué que ce dernier n'avait pas eu d'écho auprès des élèves. Selon lui, la filière peinait à susciter l'intérêt de candidats. «Malheureusement, celui-ci n'a pas répondu à ces objectifs visant à amener le tiers parmi eux à choisir la filière de l'enseignement technique, extrêmement importante pour le développement économique du pays», a-t-il déclaré. La révision du système de l'enseignement professionnel devra permettre à l'élève qui passe du niveau moyen vers le lycée à avoir «le choix d'accéder à l'enseignement technique» inexistant dans le système de l'éducation nationale depuis quelques années. S'agissant de l'architecture des diplômes, le ministre a expliqué que l'enseignement professionnel permettait à ses diplômés, soit de s'insérer dans des postes tech-

niques de l'économie, soit à poursuivre des études professionnelles supérieures. «Contrairement au passé, la nouvelle réorganisation ne prévoit, dans une première étape, que la délivrance d'un seul diplôme de l'enseignement professionnel», a-t-il dit. Précisant qu'il ne s'agissait pas d'un Bac professionnel mais d'un diplôme équivalent à celui du grade de technicien supérieur de niveau 4, en attendant une troisième étape consistant en la création d'un diplôme professionnel «de niveau 6». Par ailleurs, l'invité a confirmé qu'à travers la nouvelle réorganisation des diplômés de l'enseignement professionnel, c'était une «passerelle» qui a été établie entre le secteur de l'Education nationale et celui de l'Enseignement professionnel. Selon lui, cette passerelle a été créée pour diminuer les déperditions scolaires et permettre aux élèves peinant à continuer dans

le système général, «à glisser» vers l'enseignement professionnel, parce que les diplômés «sont dupliqués même s'ils ne s'appellent pas de la même manière». En outre, le secteur de l'Enseignement professionnel devait s'adapter plus que jamais aux besoins du marché de l'emploi, puisque le gouvernement comptait sur une main-d'œuvre qualifiée, bien formée et spécialisée selon les besoins. La réorganisation du secteur pour l'adapter aux besoins du développement et de la diversification de l'économie nationale, devenait une nécessité, selon M. Mebarki. «Il est nécessaire de réorganiser le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels afin de l'adapter aux besoins et à l'évolution économique du pays, conformément à la politique de diversification de l'économie nationale prônée par le gouvernement», a-t-il indiqué.

Meriem Benchaoua

LA QUESTION DU JOUR

Le nouvel axe Washington-Tel Aviv

suite de la page Une

Au fond, il n'y a que l'escale du Caire qui peut sembler un rajout, l'Egypte ayant tenu quelquefois à faire entendre sa différence sur les questions brûlantes du moment : la Syrie et l'Iran, sur lesquelles les autres sont en revanche parfaitement d'accord. Cela dit, un périple dans la région d'un responsable américain de premier ordre qui n'engloberait pas Le Caire est à peine concevable, dans toutes les circonstances possibles et imaginables. Or celles qui prévalent aujourd'hui sont rien moins qu'ordinaires. Et puis, quand bien même l'Egypte voudrait ne pas trop s'identifier à la ligne des autres membres de l'axe comprenant les plus sûrs des alliés des Etats-Unis au Moyen-Orient, par rapport à la Syrie et à l'Iran, et garder sa marge de manœuvre, le fait est qu'elle n'a plus les moyens de sa politique traditionnelle de non-alignement. Est-ce pur hasard si la venue de James Mattis a coïncidé avec une déclaration du général saoudien Assiri, le porte-parole de la coalition arabe en guerre contre les Houthis et les forces de Ali Abdallah Salah, révélant que l'Egypte avait en fait proposé l'envoi de dizaines de milliers de ses soldats au Yémen ? On savait qu'elle apportait un soutien logistique à la coalition menée par l'Arabie saoudite, on ignorait qu'elle fût prête à envoyer ses soldats se battre au Yémen. La réalité c'est que l'Egypte ne peut plus se permettre de méconter les Etats-Unis et l'Arabie saoudite sans que ses difficultés économiques s'en trouvent grandement accrues. Elle peut toujours s'en consoler en se disant qu'il n'y a pas qu'elle pour mener une politique qui n'est pas exactement celle qui aurait sa préférence vis-à-vis de la Syrie et de l'Iran. La nouvelle administration américaine elle-même s'est vue dans l'obligation de se convertir au point de vue de l'Arabie saoudite et d'Israël en cette double matière. Tant qu'il professait un rapprochement avec la Russie et qu'il faisait non pas de la chute du régime syrien mais de la lutte contre Daech sa priorité, Donald Trump avait le plus grand mal à gouverner son pays et le monde. Depuis qu'il a attaqué la Syrie avec des missiles, et qu'il a placé le départ de Bachar Al Assad au même niveau que l'élimination de Daech, il n'est nulle part contesté par les alliés de son pays. C'est la servitude du chef de ne rien faire qui lui aliène ses amis.

M. H.

Salon de recrutement à Alger

3 000 postes proposés aux demandeurs d'emploi

■ Le salon de recrutement dont la 11^e édition s'est ouverte, hier, à Alger, propose environ 3 000 postes aux demandeurs d'emploi. Des offres de travail mises à la disposition des jeunes notamment dans les secteurs de l'industrie automobile, le bâtiment, l'agriculture ainsi que les services.

Par Yacine Djadel

Le Salon intitulé «Carrefour-Emploi 2017» qui se tient à l'Office Riad El Feth pendant trois jours, est organisé chaque année à l'initiative de l'Agence «3C». Une boîte spécialisée en conseil, communication, événementiel et marketing. Une manière pour ce type d'organisme de contribuer à résorber le taux de chômage surtout auprès des jeunes détenteurs de diplômes universitaires. Des sessions de formation sont également proposées par les entreprises participantes aux diplômés de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle. Les jeunes ayant des qualifications, demandeurs d'emploi ou souhaitant créer leur propre entreprise, sont aussi concernés par ce genre d'initiative, a indiqué le commissaire du Salon, Ali Belkhir, dans une déclaration à la presse lors de la cérémonie d'inauguration du Salon. Le même responsable a précisé qu'une trentaine d'entreprises activant dans les secteurs de l'informatique, l'industrie, l'agroalimentaire, l'automobile, le bâtiment et les travaux publics (BTP) ainsi que les services, offriront aux demandeurs d'emploi et aux



faire diminuer la courbe du chômage, celles-ci se sont avérées malheureusement insuffisantes. Pour cause, des milliers d'universitaires fraîchement diplômés trouvent encore beaucoup de difficultés à trouver leur place dans le monde professionnel. Raison pour laquelle, d'ailleurs, ce carrefour de rencontres entre les entreprises et les administrations en quête de compétences et de nouvelles recrues et les jeunes demandeurs d'emploi, est considéré par ses organisateurs comme un événement d'intermédiation. Une occasion de dialogue qui rassemble un ensemble diversifié de filières et de métiers susceptibles de favoriser des choix professionnels et d'éclairer sur les lieux et les parcours de formation. Il se veut également un espace de débats et d'échange entre les recruteurs et demandeurs d'emploi, à travers un cycle de conférences thématiques et d'ateliers sur présentation des CV et préparation à l'entretien d'embauche ou orientation. En somme, il est à espérer, qu'une fois l'événement clôturé, bon nombre de demandeurs d'emploi repartiront avec un recrutement assuré en vue d'une stabilité professionnelle en ces temps de crise.

Y. D.

porteurs de projets des possibilités de décrocher un poste d'emploi. Un stage en vue d'approfondir leurs connaissances leur

est également destiné dans ce programme. Un programme qui, rappelle-t-on, vise d'une certaine manière, à plus d'insertion socio-

professionnelle en Algérie. Sur ce point, il est à noter qu'en dépit de toutes les mesures ayant été prises par le gouvernement pour

Perspectives économiques

Le FMI prévoit un ralentissement de croissance pour l'Algérie pour 2017

Le Fonds monétaire international (FMI) a relevé ses prévisions de croissance pour l'Algérie en 2016, un rebond qui sera suivi par un ralentissement en 2017, indique son rapport semestriel sur les perspectives économiques mondiales publié mardi à Washington. Le FMI précise que la croissance réel du PIB de l'Algérie s'est établie en 2016 à 4,2% contre 3,6% dans sa prévision faite en janvier dernier, alors que la Banque mondiale a prévu lundi une croissance soutenue à 3,8%. Cependant, le Fonds a abaissé sa prévision pour 2017 en tablant désormais

sur un tassement de la croissance à 1,4% contre 2,9% prévu en janvier. Cette tendance baissière sera maintenue en 2018 à 0,6%, selon les mêmes projections. Pour rappel, la Banque mondiale avait expliqué lundi que la baisse prévue de la croissance en Algérie serait le résultat du rééquilibrage des finances publiques dans un contexte baissier des cours du pétrole qui exige une réduction et une rationalisation des dépenses publiques. Cet assainissement va aider à réduire davantage les déficits budgétaires et compte courant de l'Algérie mais va s'ac-

compagner d'une baisse de la croissance qui a été longtemps tirée par la dépense publique. Le FMI a ajusté à la hausse ses prévisions de l'inflation à 6,4% en 2016 contre 5,9% prévu auparavant et prévoit un taux de 4,8% en 2017 et 4,3% en 2018. Le solde du compte courant a représenté -16,4% du PIB en 2016, un peu plus que ce qu'a projeté le FMI dans ses prévisions actualisées de janvier à -15,1%. Le déficit du compte courant devrait ensuite se réduire davantage à -12,3% en 2017 et à -10,2% en 2018. Le FMI s'attend, par ailleurs, à une hausse du

chômage en Algérie en 2017 à 11,7% contre 10,5% en 2016. Ce taux devrait progresser en 2018 à 13,2%. En attendant le rapport détaillé du FMI sur la situation économique du pays, prévu en mai, la mission du Fonds qui a séjourné en mars dernier en Algérie a présenté sa vision de surmonter le choc pétrolier. Tout en se félicitant de la résilience de l'économie algérienne, le FMI a préconisé un «redressement graduel» de l'économie algérienne qui préserve les acquis sociaux. Il avait expliqué que l'Algérie pouvait se permettre d'engager un redressement un peu plus

progressif des finances publiques étant donné son niveau bas d'endettement et ses avoirs appréciables en réserves de change. Selon le FMI, l'Algérie pourrait envisager une gamme plus large d'options de financements, y compris les emprunts extérieurs et la cession d'actifs publics. Le défi consiste donc à choisir une combinaison de politiques économiques qui facilite l'adaptation économique durable au moindre coût en termes de croissance et d'emplois, avait constaté le FMI.

Dalil Y./APS

Bouchouareb à Constantine :

Le foncier industriel ne constitue plus une entrave...

Le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdelmalem Bouchouareb, a affirmé, mardi à Constantine, que le foncier industriel «ne constitue plus une entrave

pour l'investissement à Constantine». «Avec la mobilisation de 1 100 hectares de foncier industriel, au titre de l'opération de réalisation de quatre nouvelles

zones industrielles, dont deux seront opérationnelles le mois en cours et deux autres d'ici le mois de septembre prochain, le problème du déficit en foncier indus-

triel ne se posera plus dans cette wilaya», a appuyé le ministre, au cours d'une visite de travail. Il s'agit là d'«un acquis de première importance» qu'il faut rentabiliser «absolument» à travers une bonne exploitation et gestion «pour consolider Constantine dans sa position de pôle économique et industriel à l'échelle nationale», a-t-il poursuivi. Dans ce contexte, le ministre a insisté sur l'urgence d'«améliorer le taux d'intégration locale» des différentes unités industrielles, soulignant que cette intégration constitue «une valeur ajoutée»

pour ces unités et appuie la compétitivité dans le domaine industriel. Au cours de sa visite dans la wilaya, M. Bouchouareb a inauguré dans la matinée une usine de fabrication du ciment colle, implantée à la zone industrielle Tarf, de la commune d'Ibn Badis, avant de visiter la société de maintenance industrielle de l'Est du groupe GIKA, située à la zone industrielle de la commune de Didouche Mourad. Le ministre devait, dans l'après-midi, présider une rencontre avec les investisseurs et opérateurs économiques de la wilaya. Maya H.

Wilaya d'Oran

Sellal aujourd'hui en visite de travail

LE PREMIER ministre, Abdelmalek Sellal, effectuera aujourd'hui une visite de travail dans la wilaya d'Oran, ont indiqué hier les services du Premier ministre dans un communiqué. «Au cours de cette visite, qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre et du suivi du programme de son excellence le président de la République, le Premier ministre devra s'enquérir de l'état d'exécution du programme de développement de cette wilaya et procédera à l'inauguration et au lancement de plusieurs projets relevant notamment des secteurs de l'agriculture, de l'industrie, de la pétrochimie, de l'habitat, des travaux publics et de la jeunesse et des sports». Sellal sera accompagné d'une délégation ministérielle. R. N.

Selon la Banque mondiale

La croissance de l'économie algérienne «soutenue»

■ La croissance de l'économie algérienne s'est poursuivie en 2016 à «un rythme soutenu» malgré la chute des cours du pétrole, a indiqué la Banque mondiale (BM) en anticipant un ralentissement de l'économie en 2017 sous l'effet de rééquilibrage des finances publiques.



Ph. > D. R.

Par Safia T.

En 2016, l'Algérie «a affiché une croissance soutenue à 3,8%, soit un taux pratiquement similaire à celui de 2015 qui est de 3,9%», précise la BM dans son rapport de suivi de la situation économique de la région du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, publié à Washington. «Cette solide croissance a tenu à la reprise de la production d'hydrocarbures qui a augmenté de 3,6% en 2016 en comparaison avec 0,4% en 2015», explique la BM. L'activité économique s'est

ralentie en dehors de ce secteur, et le taux de croissance du reste de l'économie est tombé de 5,0% en 2015 à 3,9% en 2016, essentiellement en raison du ralentissement observé dans les secteurs de l'agriculture, de l'eau et d'autres industries. Mais «le repli reste toutefois modeste malgré l'impact de la chute des cours du pétrole qui sont tombés de 100 dollars le baril en 2014 à 46 dollars le baril en 2016», tient à relever l'institution de Bretton Woods. «Cette croissance soutenue a résulté en partie d'un processus harmonieux de rééquilibrage des finances publiques,

qui a permis de ramener le déficit budgétaire de 16,2% du PIB en 2015 à 12,2% du PIB en 2016», constate l'institution financière internationale.

L'effet du rééquilibrage des finances publiques

A moyen terme, ce rééquilibrage des finances publiques, nécessaire à l'économie nationale, devrait se traduire par une baisse de la croissance, en raison d'une réduction des dépenses publiques mais va aider en parallèle à réduire

davantage les déficits budgétaires et du compte courant de l'Algérie. «La révision à la baisse des projections de la croissance par rapport aux projections de l'automne 2016 est due à l'annonce de l'assainissement des finances publiques et au ralentissement de la croissance de la production d'hydrocarbures», souligne la BM dans sa note consacrée à l'Algérie. Selon les mêmes projections, le taux de croissance du PIB réel devrait atteindre, en moyenne, 1,2% durant la période 2017-2019. Pour 2017, la BM anticipe une croissance de 1,5% qui va se réduire à 0,6% en 2018 avant de remonter à 1,5% en 2019. Il ressort du rapport de la BM que cette tendance baissière n'est pas propre à l'Algérie mais sera observée dans tous les pays pétroliers de la région Mena qui ont changé de cap en matière de finances publiques avec la chute des cours pétroliers. La croissance de l'Arabie saoudite, par exemple, est attendue à la baisse à 0,6% en 2017 contre 1,4% en 2016, alors que celle des pays du Conseil de coopération du Golfe réunis se situera autour de 1,5% cette année. Avec le maintien de la maîtrise des dépenses, l'Algérie sera en mesure de ramener son déficit à -4,7% en 2017 puis à -1% en 2019, qui pourra être comblé par l'émission de nouvelles dettes du fait de l'épuisement de l'épargne publique ce qui pourrait porter le ratio de la dette au PIB à 14,6% en 2018 et à 20,4 %

en 2019. Les projections de la BM indiquent aussi une diminution progressive du déficit du compte courant de l'Algérie, qui tombera à moins de 10% en 2019.

La production pétrolière atténuera les répercussions

La BM note également que le léger accroissement (2,5%) de la production d'hydrocarbures de l'Algérie, attendu durant la période de 2017-2019, et la remontée des cours du pétrole «devraient atténuer les répercussions négatives du rééquilibrage financier sur les secteurs réels hors pétrole». Les perspectives actuelles de la BM reposent sur l'hypothèse d'une forte remontée des cours du pétrole de 27% en 2017. La BM, qui a appelé dans son rapport les pays de la région Mena à «maintenir la dynamique politique en faveur des réformes économiques», relève que la réforme du système des subventions en Algérie, «inéquitable et généreux exige l'amélioration des filets de protection sociale, notamment la mise en place d'un système de transferts monétaires bien ciblé et la poursuite d'une campagne médiatique de grande envergure». Certaines de ces mesures d'accompagnement sont en cours de conception et devraient être mises en œuvre à moyen terme, note la BM.

S. T./APS

Tourisme

Nouri appelle les investisseurs à opter pour de grands complexes

Le ministre de l'Aménagement du territoire, du Tourisme et de l'Artisanat, Abdelouahab Nouri, a appelé, à Guelma, les investisseurs à opter pour la réalisation de grands complexes touristiques et se mettre au diapason de l'excellente dynamique que connaît le secteur touristique dans le pays. Lors de l'inspection du projet privé d'un village touristique à Hammam Debagh, M. Nouri a estimé nécessaire de se diriger vers la réalisation de

grands complexes de haut niveau de service afin de «développer des produits touristiques conformes aux critères internationaux et de satisfaire la demande des touristes domestiques et étrangers». Il a exhorté les investisseurs dans le tourisme à coordonner entre eux et échanger leurs expériences, soulignant que le secteur a enregistré l'engagement de certains projets réussis dans nombre de wilayas, dont Skikda, Biskra, El Oued, Ain

Témouchent et Mostaganem. Manifestant son mécontentement quant à l'opération en cours pour la protection du site de la cascade de Hammam Debagh, Abdelouahab Nouri a ordonné la tenue, dans les prochains jours, d'une réunion au siège du ministère pour l'installation d'une commission plurisectorielle qui établira un rapport et fera des propositions pour rattraper les insuffisances. Dans une déclaration à la presse sur ce même site, le

ministre a estimé que la décennie noire des années 1990 a nui considérablement au secteur dont les retards doivent être rattrapés par des projets ambitieux. Il a également noté que les grands complexes touristiques réalisés au lendemain de l'indépendance avaient besoin aujourd'hui d'être modernisés. Plus de 70 milliards DA ont été ainsi mobilisés par le gouvernement pour l'entretien et la modernisation des infrastructures

anciennes, a ajouté le ministre, assurant que sur 1 600 projets analysés par les services de son département, 584 se trouvent actuellement en chantier à travers le pays. Le ministre a inspecté, au début de sa visite, le projet d'une station thermique au village Hammam Belhachani dans la commune d'Ain El Arbi, avant de visiter des structures touristiques à Hammam Debagh, Guelma et Hammam Ouled Ali (commune de Héliopolis).

Salem K.

Prix

Le Brent à plus de 54 dollars à Londres

Les prix du pétrole ont marqué une baisse, hier, en réaction à des données du gouvernement américain faisant état d'une hausse de la production de pétrole de schiste, augmentant la production mondiale et déséquilibrant le marché. En fin de matinée, le baril de Brent de la mer du Nord (livraison en juin) valait 54,88 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 50 cents par rapport à la clôture de lundi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile

Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat de mai cédait 42 cents à 52,23 dollars. Alors que les cours de l'or noir avaient atteint mercredi dernier leur plus haut niveau en un mois, les investisseurs renouaient avec la prudence alors que des données de l'EIA (Energy Information Administration, agence du département américain de l'Energie ou DoE) prévoient une poursuite de la hausse des extractions de pétrole de schiste. «L'agence prévoit une hausse des extrac-

tions de 123 000 barils/jour en mai, ce qui représenterait la plus forte hausse depuis deux ans et pousserait la production à 5,19 millions de barils par jour», ont noté les analystes de PVM. «Depuis le début de l'année, les extractions de pétrole de schiste auraient donc augmenté de 9%. Selon les données (du groupe privé) Baker Hughes, le nombre de puits actifs aux Etats-Unis a augmenté pour la treizième semaine consécutive pour atteindre 683 puits, à son plus haut niveau depuis avril 2015», ont noté les

analystes de Commerzbank. Selon eux, la bataille entre les producteurs de schiste et l'Opep n'est définitivement pas finie, «car tous les efforts de l'Opep pour créer un déficit de l'offre sont torpillés par des producteurs non-membres surtout par les Etats-Unis». L'Opep, qui a tenté de rééquilibrer le marché en s'accordant pour limiter sa production sur le premier semestre 2017, pourrait renouveler cet accord jusqu'à la fin de l'année lors de sa prochaine réunion, fin mai à Vienne.

R. E.

Aïn Defla

Attribution de plus de 600 logements en juin et juillet

■ Pas moins de 620 logements sociaux locatifs seront attribués l'été prochain à Boumedfaâ (Aïn Defla).

Par Lydia O.

90 unités seront attribuées en juin et 530 autres au mois de juillet, a indiqué Fatima Arkab en marge de la visite de travail et d'inspection du wali de Aïn Defla, Benyoucef Azziz, à la daïra de Boumedfaâ. Les logements en question sont érigés sur des sites comptant respectivement 90, 100 et 430 logements, a précisé M^{me} Arkab, faisant état de 100 autres logements en cours de réalisation (20% du taux d'avancement des travaux) et dont la réception est prévue courant 2018. Au cours de sa visite, le wali de Aïn Defla a d'abord inspecté le projet inhérent aux travaux de réhabilitation de la route

PH. > D. R.



reliant le chemin de wilaya (CW) n° 3 au douar Talaouine (frontalier avec la wilaya de Médéa) s'étalant sur une distance de près de 5 km. Sur les 130 millions de DA nécessaires à la concrétisation du projet, il a fait savoir qu'une première tranche de 15 millions DA sera attribuée pour le lancement des travaux, tout en

instruisant les responsables en charge du projet de le parachéver dans un délai de 4 mois. Au cours de leurs discussions avec le wali, les représentants des 300 habitants que compte cette contrée ont axé leurs doléances sur l'eau, la route et les infrastructures pour jeunes. Le chef de l'exécutif a fait état de projets

dont va bénéficier cette région à l'image d'un grand réservoir d'eau et d'une station de pompage, faisant toutefois remarquer qu'ils ne seront lancés qu'une fois l'existence d'eaux souterraines prouvée. Au village Aïn Dem où il a visité une école primaire, le wali a donné des instructions aux responsables

locaux pour le lancement d'une étude visant l'extension de cet établissement scolaire afin de diminuer la pression à laquelle font face les élèves. Aux habitants qui l'ont longuement interpellé au sujet d'un certain nombre de doléances, Aziz Benyoucef s'est engagé à prendre en considération les aspects liés au raccordement de gaz et des routes, assurant que l'Etat s'emploie à améliorer les conditions de vie des habitants. A Boumedfaâ, le wali a suivi des explications sur l'opération de réhabilitation du stade communal dont les travaux ont été engagés pour un montant de 30 millions DA, mettant en exergue le rôle de la pratique sportive dans la pré-munition des jeunes contre toutes sortes de fléaux. Dans la même commune, un exposé a été présenté par le directeur de l'urbanisme sur l'aménagement du quartier El Bordj pour lequel une enveloppe de plus de 110 millions DA a été mobilisée. L. O./APS

Boumerdès

Conventions entre l'université et des entreprises publiques et privées

Douze conventions de partenariat ont été signées entre l'université M'hamed Bouguera de Boumerdès et des entreprises nationales publiques et privées pour des stages et des formations dans les domaines de la recherche scientifique et technique. Selon le recteur de l'université, Bentellis Abdelhakim, par ces accords, qui s'ajoutent à d'autres déjà signés en début d'année, il est attendu d'ouvrir les portes des entreprises signataires aux diplômés universitaires afin qu'ils bénéficient de stages appliqués à leur niveau, outre la préparation de mémoires de fin d'études, suivant les capacités disponibles au sein de chacune d'elles. L'autre objectif visé est de permettre aux cadres de ces mêmes entreprises de contribuer à l'élaboration et proposition de pro-

grammes de formation au profit des facultés de l'université, en conformité avec les exigences et besoins exprimés au sein de leurs entreprises respectives, avec l'ouverture de perspectives de recrutement, selon la demande exprimée à leur niveau. Il s'agira, également, a-t-il ajouté, d'ouvrir l'opportunité, à ces mêmes cadres, de participer aux différentes conférences et colloques organisés par l'université, avec la valorisation et mise à niveau de leurs connaissances. M. Bentellis a particulièrement souligné la contribution de ces accords de partenariat dans la construction de relations solides avec le monde économique et industriel, et l'orientation de l'université vers une formation continue de qualité, sur la base de programmes actualisés et au diapason des développements technolo-

giques en cours, soit de quoi permettre à l'étudiant d'être opérationnel dès sa sortie de l'université. L'université est appelée à aller vers les entreprises afin de leur présenter ses services, écouter leurs préoccupations et leur proposer des solutions adéquates et innovantes, selon une stratégie gagnant-gagnant. D'où, a souligné le même responsable, les efforts en cours en vue de rendre bientôt opérationnelle la maison de l'entrepreneuriat, abritée par l'université, et ce, par la mise à la disposition des étudiants de trois espaces créés au sein des facultés, en vue de les encourager et les accompagner dans la création de micro-entreprises. L'université ne pouvant assurer un emploi à tous ses diplômés, a-t-il relevé à ce propos.

Hatem D.

Aïn Témouchent

La gestion rationnelle des pâturages et des zones steppiques soulignée

La préservation de la biodiversité et la protection du couvert végétal dans les zones steppiques nécessitent des mécanismes et le déploiement d'efforts de tous les partenaires, ont souligné à Aïn Témouchent les participants à une rencontre régionale dédiée à cette problématique. Au cours de la rencontre dédiée aux mécanismes de gestion rationnelle des pâturages et des périmètres steppiques, l'ingénieur spécialiste en pâturages, Mohamed Ziane, du Haut-commissariat au développement des steppes, a souligné la nécessité de mettre en place une stratégie équilibrée pour préserver la pérennité du couvert

végétal dans ces périmètres en le protégeant des facteurs de pacage non autorisé et lutter contre le labourage anarchique des périmètres steppiques. La gestion des pâturages et des périmètres steppiques constitue un défi écologique et économique ces dernières années du fait de son importance dans la lutte contre la désertification et qu'il représente une source financière pour les collectivités locales. La location de ces périmètres à des éleveurs permet à la collectivité concernée de bénéficier de 70% du bail de location alors que le restant est versé au trésor public, rappelle-t-on. Le même spécialiste, qui

encadre cette rencontre, a indiqué que les efforts du Haut-commissariat au développement des steppes (HCDS), basé à Djelfa, ont permis de concrétiser 400 000 ha de plantation pastorale durant la période allant de 1994 à 2013, contribuant amplement à lutter contre la désertification, à assurer la stabilité des habitants de ces zones ainsi qu'à garantir la disponibilité du fourrage et de l'aliment du bétail. Cette rencontre régionale de trois jours enregistre la participation des cadres du HCDS, des conservations de forêts et des directions des services agricoles de dix wilayas steppiques de l'ouest du pays. Les travaux trai-

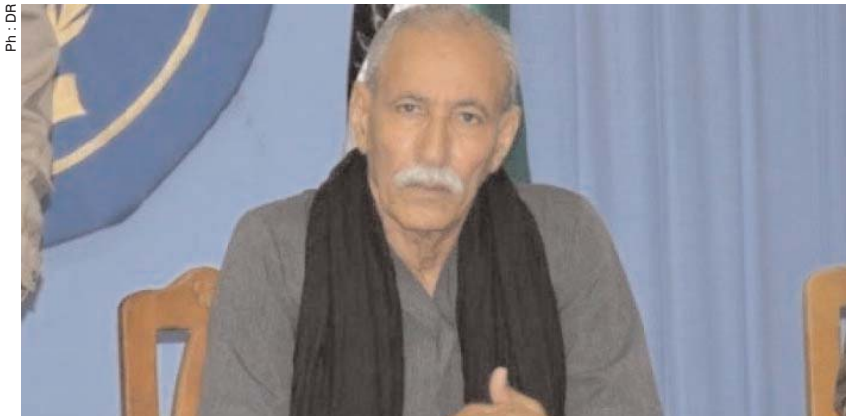
tent des textes réglementaires régissant des pâturages et les zones steppiques, des aspects techniques de productivité de pâturages, des facteurs de développement des plantes adaptées à la nature steppique, a souligné Thameur Dahmani, chargé de la formation au niveau du Haut-commissariat. A noter que cette rencontre s'inscrit dans le cadre du programme de développement des capacités humaines et du soutien technique, initié par le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche. Le HCDS a encadré trois rencontres régionales similaires touchant les wilayas de l'est et centre du pays. S. F./APS

Concession agricole Trois nouveaux périmètres projetés à Illizi

TROIS NOUVEAUX périmètres agricoles, d'une superficie globale de 455 hectares (ha), seront créés prochainement dans la wilaya d'Illizi, dans le cadre de la concession agricole, a-t-on appris auprès de la Direction locale des services agricoles (DSA). Cette superficie, scindée en trois lots de 365 ha, 50 ha et 40 ha, sera attribuée aux promoteurs agricoles leur permettant d'entamer leurs travaux, a précisé le DSA, Ahmed Brahimi. Ces projets ont été étudiés et validés par la commission d'orientation et développement agricole et rural avant d'être suivis par la remise des titres de concession établis par la wilaya. Susceptibles de dynamiser les activités agricoles dans cette wilaya aux larges potentialités agricoles, notamment la fertilité des sols et l'abondance des ressources hydriques, ces périmètres, extensibles dans le cadre de la stratégie de l'Etat portant diversification de l'économie nationale, contribueront à la création d'emplois à la satisfaction des jeunes de la région, selon le même responsable. La DSA d'Illizi vient de lancer une série de projets portant notamment sur la création de périmètres agricoles à travers les différentes communes de la wilaya, dont certains sont au stade des procédures administratives et d'autres ont été attribués à leurs bénéficiaires dans le cadre de la concession agricole, a indiqué la même source. R. R.

Pour garantir la sécurité et l'intégrité des Sahraouis Brahim Ghali appelle l'ONU à intervenir d'«urgence»

■ Le président sahraoui, Brahim Ghali, a appelé le nouveau secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, à intervenir d'«urgence» pour garantir la sécurité et l'intégrité de civils sahraouis victimes de la répression marocaine en raison de leur revendication des droits légitimes de leur peuple à l'autodétermination et à l'indépendance.



Ph. : DR

Par Souad F.

«**N**ous vous demandons instamment, Monsieur le SG, l'intervention d'urgence afin que les Nations unies assument pleinement la responsabilité d'assurer la sécurité et la sécurité des citoyens sahraouis, en leur permettant d'exercer rapidement leurs droits légitimes à l'autodétermination et à l'indépendance, à l'instar de tous les peuples et pays coloniaux, en application des dispositions de la Charte et des résolutions des Nations unies», a écrit le président de la République arabe sahraoui démocratique (RASD) dans sa lettre à Guterres à la suite des violentes répressions marocaines dans les villes occupées du Sahara occidental. «L'ONU ne peut pas rester indifférente aux

pratiques d'escalade provocatrice menées par l'Etat d'occupation illégale marocaine, en violation du droit international, des droits de l'Homme des Sahraouis à travers le pillage des ressources naturelles du Sahara occidental, l'expulsion de la composante civile de la Minurso, la violation de l'accord de cessez-le-feu» signé en 1991 entre le front Polisario et le Maroc sous les auspices de l'ONU et de l'OUA, a indiqué le président Ghali, cité par l'agence de presse sahraouie (SPS). «A travers sa politique expansionniste et provocatrice de la région, y compris le trafic de la drogue et son rôle dans la promotion et le soutien des gangs de criminels et les groupes terroristes, le Maroc menace la paix, la sécurité et la stabilité de toute la région», a estimé le président sahraoui, également secrétaire général du

Front Polisario. Brahim Ghali a également appelé à la libération immédiate et inconditionnelle des tous les prisonniers politiques sahraouis et ceux du groupe de Gdeim Izik, et à faire toute la lumière sur le sort de plus de 651 disparus sahraouis depuis l'occupation marocaine du Sahara occidental.

Des marques de soutien exprimées à Moscou

Des membres de partis politiques russes et de la Communauté des Etats indépendants (CEI) ont souligné la nécessité de permettre au peuple sahraoui, en lutte pour sa liberté, d'exercer son droit à l'autodétermination, a indiqué à Moscou, le représentant du Front Polisario en Russie. Lors d'une rencontre à Moscou, en

solidarité avec les peuples en lutte pour leurs droits légitimes, «les participants ont exprimé leur soutien au peuple sahraoui qui mène une lutte légitime pour la liberté et l'indépendance», a indiqué Ali Salem Mohamed Fadhel à l'APS. Animée par M^{me} Tatiana Desyatova, membre du comité central du parti communiste russe et une des dirigeantes de l'Union des femmes russes, la rencontre s'est déroulée en présence de militants de ce parti, et des représentants de plusieurs pays dont le Yémen, la Palestine, le Sahara occidental, la Syrie et le Liban. La cause sahraouie et celle de la Palestine ont été longuement évoquées par les participants qui se sont déclarés solidaires avec la lutte légitime que mènent les deux peuples, sahraouis et palestiniens, en vue de recouvrer leur liberté et leur indépendance. A cette occasion, le représentant sahraoui a présenté à l'auditoire un exposé sur la lutte que mène le peuple sahraoui, agrémenté par la diffusion d'un documentaire-photos sur la résistance des Sahraouis face à l'occupant marocain. Au terme de cette rencontre, un appel a été lancé en vue d'un large soutien au droit légitime des Sahraouis à l'autodétermination, et pour contraindre le Maroc à se conformer aux résolutions du conseil de sécurité de l'Onu. Ce dernier a été appelé, lui aussi, à fixer une date pour l'organisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental. Les participants ont appelé, en outre, à la

nécessité de permettre la venue, dans la région, d'observateurs étrangers neutres, ainsi que la presse indépendante. Aussi ont-ils exigé la libération des prisonniers politiques sahraouis appelés "groupe de Gdeim Izik" poursuivis par la justice marocaine, ainsi que l'inscription dans l'agenda de la Minurso, d'un point relatif à la situation des Droits de l'Homme au Sahara occidental occupé. S'agissant de la question du Sahara occidental, Moscou prône un règlement fondé sur les résolutions de l'ONU. S.F./APS

Projet de partition de la Libye Les informations sur une demande algérienne d'éclaircissements infondées

UNE SOURCE diplomatique autorisée a indiqué dans une déclaration à l'APS, que «les prétendues informations relatives à une demande algérienne d'éclaircissements au sujet du projet de partition de la Libye, relayées par la presse, sont dénuées de tout fondement». A cet égard, la même source a tenu à préciser qu'à «aucun moment, il n'a été question d'une demande algérienne d'informations comme cela a été rapporté par la presse, dont certains titres se livrent à des extrapolations tendancieuses, allant même jusqu'à parler de demande algérienne formulée au Département d'Etat américain par l'entremise de canaux diplomatiques». «A aucun moment, des informations de cette nature n'ont été sollicitées par la partie algérienne. De la même manière, la partie américaine n'a pas évoqué pareil projet de partition de la Libye», ajoute-t-on de même source. «Il est important de rappeler, à cet égard, la constance de la position algérienne sur la crise libyenne en faveur de la solution politique consensuelle, basée sur un dialogue inclusif et la réconciliation nationale, loin de toute ingérence extérieure, qui reste l'unique alternative pour préserver l'unité et l'intégrité territoriale de la Libye, sa souveraineté nationale et la cohésion de son peuple», a également expliqué la source diplomatique, affirmant que «l'Algérie, étant à équidistance, jouit de la confiance de toutes les parties libyennes». R. M.

Tunisie

Le FMI en passe de verser 319 millions de dollars

Le Fonds monétaire international (FMI) est en passe de verser une nouvelle tranche de 319 millions de dollars à la Tunisie après l'avis favorable d'une mission qui s'est rendue dans ce pays ces derniers jours. Dans un communiqué, le FMI a indiqué que la mission et les autorités tunisiennes s'étaient entendues sur les modalités de la poursuite du programme de réformes décidé en mai dernier et portant sur un prêt d'un total de 2,9 milliards de dollars. Sur cette somme, quelque 638,5 millions de dollars auront été versés avec ce nouveau déboursement. Les conclusions de la mission doivent à présent être approuvées par le conseil d'administration du FMI qui suit quasi-systématiquement les recommandations de ses équipes. Six ans après la chute du régime de Benali, la Tunisie ne parvient pas à faire redémarrer son économie. Tunis avait confirmé en février que le versement de la deuxième tranche d'aide avait été reporté en raison du retard pris dans la mise en œuvre des réformes. «La Tunisie fait face à des défis économiques

importants. Les déficits budgétaires et des comptes extérieurs ont atteint des niveaux records, le pourcentage de la masse salariale dans le PIB total est maintenant l'un de plus importants au monde et la dette publique a encore augmenté à 63% du PIB à la fin 2016 alors que l'inflation de base a augmenté» souligne la mission dans ses conclusions. «La croissance en 2017 devait doubler à 2,3% mais cela restera trop bas pour réduire sensiblement le chômage, surtout dans les régions de l'intérieur du pays et parmi les jeunes». «La situation économique difficile réclame des mesures rapides et fermes pour maintenir la stabilité économique et encourager la création d'emplois», ajoute-t-on de même source. «A court terme, les priorités consisteront à accroître les recettes fiscales de manière équitable, à mettre en œuvre la stratégie de réforme de la fonction publique afin de placer la masse salariale sur une trajectoire viable, à réduire les subventions énergétiques et à couvrir les déficits de liquidité immédiats du système de sécurité socia-

le», souligne encore la mission. «L'augmentation des dépenses sociales et un meilleur ciblage du dispositif de protection sociale permettront de protéger les populations les plus vulnérables et de préserver leur pouvoir d'achat en cette conjoncture difficile», indique le FMI tout en précisant qu'un durcissement de la politique monétaire permettrait de lutter contre l'inflation et qu'une «plus grande flexibilité du taux de change aiderait à réduire le considérable déficit commercial». La mission a salué «les progrès encourageants dans la mise en œuvre des réformes qui avaient été retardées», notamment «les nouveaux textes de loi sur l'investissement et la concurrence, les travaux d'établissement d'une nouvelle instance constitutionnelle chargée de la lutte contre la corruption et les mesures de réforme des banques et des entreprises publiques». L'institution multilatérale appelle également à une réforme des retraites qui permettra d'assurer la viabilité du système de retraites pour les générations futures». Halim O. / agences



Référendum turc

L'opposition fulmine, l'UE veut une enquête

■ Le principal parti d'opposition en Turquie va déposer un recours pour demander l'annulation du référendum sur l'extension des pouvoirs du président Recep Tayyip Erdogan, appelé par l'Union européenne à diligenter une «enquête transparente».

Contrairement à Donald Trump, qui a félicité M. Erdogan pour sa «victoire» lors d'un entretien téléphonique lundi soir, Bruxelles a appelé Ankara à une «enquête transparente sur les irrégularités présumées» commises lors de ce référendum constitutionnel qui élargit considérablement ses prérogatives. Le camp du oui l'a emporté de peu dimanche avec quelque 51,4% des voix, selon un décompte non-officiel des médias, mais deux partis d'opposition majeurs ont dénoncé des fraudes massives et des observateurs étrangers ont émis des réserves.

Le principal parti d'opposition de Turquie, le CHP (social-démocrate), a annoncé qu'il déposerait un recours hier auprès du Haut-Conseil électoral (YSK) pour demander officiellement l'annulation du scrutin.

Peu après cette annonce, le Premier ministre turc, Binali Yildirim, a rejeté les critiques «vaines» et déclaré que «tout le monde, à commencer par le principal parti d'opposition, doit respecter (...) la parole de la nation».

La révision constitutionnelle acceptée par référendum représente le plus important bouleversement du système de gouvernement en Turquie depuis la fondation de la République par Mustafa Kemal en 1923. Mais l'opposition au président Erdogan met en cause la légitimité



de sa victoire à cause de la décision prise à la dernière minute par le YSK de considérer comme valides les bulletins non marqués du sceau officiel des autorités électorales. L'opposition y a vu une manoeuvre rendant possibles des fraudes.

Le YSK «a changé les règles en cours de jeu (...) Cela n'est pas quelque chose qui peut être pardonné», a condamné le chef du CHP, Kemal Kılıçdaroglu, dans un entretien publié hier par le quotidien «Hürriyet».

Une mission commune d'observateurs de l'OSCE et du Conseil de l'Europe a estimé lundi que le scrutin n'avait pas été «à la hauteur des critères européens, et souligné que la

campagne s'était déroulée dans des conditions inéquitables favorisant le camp du oui».

«Nous appelons (...) les autorités à lancer une enquête transparente sur les irrégularités présumées qui ont été constatées par les observateurs» internationaux, a déclaré hier le porte-

parole de la Commission européenne, Margaritis Schinas, appelant à la «retenue».

Les remarques des observateurs étrangers avaient provoqué la colère du président turc qui les a sommés de «rester à (leur) place». «Nous ne voyons et nous ne tenons pas compte de tout rapport que vous pourriez préparer», a lancé M. Erdogan.

«La volonté de la nation s'est (exprimée) librement dans les urnes, cette affaire est terminée», a déclaré hier M. Yildirim.

M. Erdogan a en outre répété lundi qu'il promulguerait le rétablissement de la peine de mort si le Parlement votait en ce sens, se disant prêt à convoquer une autre consultation populaire sur la question.

Une telle mesure sonnerait le glas du processus d'adhésion de la Turquie à l'UE, dans les limbes depuis plusieurs années.

Avec sa victoire, M. Erdogan, qui a échappé à une tentative de putsch le 15 juillet, pourrait en théorie rester à la tête de l'État

jusqu'en 2029. Il a occupé le poste de chef du gouvernement entre 2003 et 2014, avant d'être élu président.

M. Yildirim a indiqué hier que M. Erdogan serait invité, après l'annonce des résultats définitifs fin avril, à réintégrer le parti au pouvoir (AKP), appliquant ainsi le premier point d'une réforme dont la plupart des volets entreront en vigueur en 2019.

Cette réforme prévoit notamment le transfert du pouvoir exécutif au président, qui pourra gouverner par décrets, et la suppression de la fonction de Premier ministre.

Le quotidien «Hürriyet» a rapporté hier qu'un remaniement ministériel d'envergure était en préparation, et que des élections anticipées, dès le printemps 2018, n'étaient pas exclues.

Le gouvernement turc a par ailleurs décidé lundi soir de prolonger de trois mois supplémentaires l'état d'urgence en vigueur depuis le putsch avorté de juillet.

Corée du Nord

Pence rassure le Japon, Pyongyang promet des tirs hebdomadaires

Le vice-président américain Mike Pence a réitéré hier l'engagement de son pays à assurer la sécurité du Japon, face à la Corée du Nord qui menace d'effectuer des essais de missiles «chaque semaine». Arrivé à Tokyo en début d'après-midi, M. Pence a entamé avec le Premier ministre Shinzo Abe des discussions centrées sur le régime de Kim Jong-Un après les récents tirs de missiles nord-coréens vers l'archipel, en mars et avril. Alors que plane la menace d'un sixième essai nucléaire par le régime communiste, le vice-ministre des Affaires étrangères de Corée du Nord, Han Song-Ryol, a laissé entendre que Pyongyang comptait accélérer le rythme de ses tirs balistiques. «Nous allons mener plus d'essais de missiles de manière hebdomadaire, mensuelle et annuelle», a dit M. Han dans un entretien à la BBC, agitant la menace d'une «guerre totale». Face à cette menace, le vice-président américain a réaffirmé l'importance de l'alliance militaire avec l'archipel nippon. «L'alliance entre les États-Unis et le Japon est la pierre angulaire de la paix et de la sécurité en Asie du nord-est», a-t-il déclaré au début de sa rencontre avec le Premier ministre japonais. M. Abe a pour sa part appelé à une solution «pacifique» à la crise nord-coréenne, ajoutant cependant: «Le dialogue pour le dialogue n'a aucune valeur et il est nécessaire de faire pression». Le 6 mars, la Corée du Nord avait tiré quatre missiles balistiques vers le Japon et trois d'entre eux s'étaient ab-

imés dans les eaux territoriales nippones. L'objectif affiché par Pyongyang était de s'entraîner à «frapper les bases des forces impérialistes américaines d'agression au Japon, le cas échéant». Le régime nord-coréen avait tiré un nouveau missile en mer du Japon le 5 avril et a procédé à un test dimanche, qui a échoué. M. Pence avait lundi adressé un ferme avertissement au régime de Pyongyang, après une visite très symbolique de la zone démilitarisée (DMZ) intercoréenne. A Panmunjon, le «village de la trêve», à la frontière entre les deux Corées, il avait notamment affirmé que «toutes les options» étaient désormais «sur la table» pour régler le problème nord-coréen. «Ces deux dernières semaines, le monde a été le témoin de la puissance et de la détermination de notre nouveau président au cours d'opérations menées en Syrie et en Afghanistan», avait-il souligné, évoquant la frappe américaine contre une base aérienne syrienne et le largage d'une méga-bombe contre des jihadistes en Afghanistan. «La Corée du Nord ferait mieux de ne pas éprouver sa détermination ou la puissance des forces armées des États-Unis dans cette région», avait-il ajouté. Donald Trump avait promis jeudi que le «problème» nord-coréen serait désormais «traité». «La RPDC (République populaire démocratique de Corée, NDLR) est prête à réagir à n'importe quel type de guerre voulue par les États-Unis», a répondu lundi son ambassadeur adjoint à l'ONU,

Kim In Ryung. De son côté, le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a dit espérer qu'«il n'y aura pas d'actions unilatérales (de la part de Washington), comme celles que nous avons vues récemment en Syrie». «Nous n'acceptons pas les aventures nucléaires et balistiques de Pyongyang en violation des résolutions de l'ONU, mais cela ne veut pas dire qu'il soit dès lors possible de violer le droit international en utilisant la force» contre la Corée du Nord, a-t-il mis en garde. Mike Pence a débuté sa tournée asiatique dimanche en Corée du Sud, quelques heures après l'échec de l'essai balistique de la Corée du Nord et au lendemain d'un gigantesque défilé militaire à Pyongyang, où ont été exhibés une soixantaine de missiles et notamment ce qui semblait être un nouveau type de missile balistique intercontinental. Le dirigeant américain a répété que l'ère de la «patience stratégique» était révolue, dans une allusion à la doctrine du gouvernement de Barack Obama qui consistait à refuser tout dialogue avec le Nord mais à durcir les sanctions afin que Pyongyang fasse des gestes tangibles en direction d'une dénucléarisation. Le président Trump s'est même dit prêt à régler seul la question nucléaire nord-coréenne si Pékin ne parvenait pas à faire rentrer son turbulent allié dans le rang. A Séoul, M. Pence a cependant salué lundi les efforts des Chinois: «C'est encourageant de voir que la Chine s'engage dans ce sens».



Points chauds

Ralliement

Par Fouzia Mahmoudi

Alors que le premier tour des élections présidentielles françaises n'est plus qu'à quelques jours, les alliances et les ralliements aux différents candidats suivent leurs cours. Or, certains ralliements peuvent créer la surprise ou même la confusion lorsqu'ils se produisent de la part de mouvements ne partageant pas, ou du moins pas officiellement, les lignes politiques des candidats dont ils rejoignent la campagne. C'est ainsi que l'appel du MNR, la formation de Bruno Mégret ex-transfuge du FN, à voter François Fillon surprend. Une surprise qui s'étend probablement au candidat de droite lui-même. En effet, le Mouvement national républicain (MNR), parti d'extrême droite, a appelé cette semaine ses sympathisants, par le biais d'un communiqué, à voter pour le candidat du parti Les Républicains dès le premier tour de l'élection présidentielle. A cinq jours du premier tour du scrutin, la formation d'extrême droite créée par Bruno Mégret en 1999 considère, en effet, que Marine Le Pen (Front national) est déjà «assurée d'être qualifiée pour le second tour». Désireux d'«écarter du second tour» Emmanuel Macron (En marche !) et Jean-Luc Mélenchon (La France insoumise), qu'il considère comme des «représentants de la gauche «immigrationniste» et mondialiste», le MNR «invite les Français à assurer la présence de François Fillon au second tour». Selon le parti, il s'agirait d'«un vote responsable qui créera une configuration sans risque pour notre pays et par ailleurs électoralement plus favorable pour la candidate du FN». Issu d'une scission d'avec le Front national, le MNR n'a présenté qu'une fois un candidat à la présidentielle. C'était en 2002 et Mégret avait recueilli 2,34 % des suffrages, quand le Front national de Jean-Marie Le Pen se qualifiait pour le second tour avec 16,86 % des voix au premier tour. Reste à savoir si François Fillon saluera ce soutien, le désavouera ou choisira de l'ignorer, probablement content de voir de potentiels électeurs voter pour lui, sans pour autant pouvoir l'admettre publiquement. F. M.



Traduire les documents importants de l'ONU vers le tamazight

Si El Hachemi Assad s'entretient avec Eric Overvest

■ Le Secrétaire général du Haut-commissariat à l'amazighité (HCA), Si El Hachemi Assad s'est entretenu lundi avec le Coordonnateur résident des Nations unies en Algérie, Eric Overvest, sur les voies et moyens de coopération entre les deux parties, notamment concernant la création d'un atelier ayant pour mission de traduire les documents importants de l'ONU vers le tamazight.

Par Adéla S.

« Cette coopération vise à concrétiser le programme de l'ONU en matière de développement », a expliqué M. Assad au terme de sa rencontre avec M. Overvest.

Il a indiqué que cette rencontre constituait une opportunité pour évoquer la possibilité

« de créer un atelier de traduction ayant pour mission de traduire les documents importants de l'ONU en tamazight », ajoutant qu'il avait remis à son invité une copie des objectifs du programme de l'ONU pour le développement (PNUD) rédigé en tamazight et qui sera publiée sur le site officiel de l'ONU en mai.

A cette occasion, M. Assad a présenté un exposé détaillé sur « les réalisations accomplies en

matière de promotion de la culture et de la langue amazighes en Algérie, notamment avec le soutien du président de la République Abdelaziz Bouteflika ».

Pour sa part, M. Overvest a exprimé sa disponibilité pour renforcer la coopération bilatérale à travers la traduction de documents importants de l'ONU en tamazight la qualifiant de « positive et importante ».



Tizi Ouzou

Des archives numériques pour préserver le patrimoine culturel, une urgence

Les participants à une table ronde sur la numérisation de la production culturelle d'expression amazighe ont souligné, lundi à Tizi-Ouzou, l'urgence de créer des archives numériques afin de préserver et de fixer le patrimoine culturel national.

Le dramaturge Omar Fetmouche et l'anthropologue Yacine Si Ahmed ont déploré, lors de cette rencontre organisée dans le cadre de la célébration du 37^e anniversaire du printemps amazigh, la perte de pans de la culture amazighe (théâtre, poésies, chansons) et d'autres risquent de l'être aussi du fait que cette expression culturelle a pour unique support le registre de l'oralité.

La fixation de cette production sur des supports numériques et la création de banques de données d'œuvres originales,

permettra de les préserver et de les transmettre aux générations futures qui disposeront d'une archive patrimoniale qui, au-delà de sa valeur historique, constituera une matière pour la recherche, a précisé M. Fetmouche.

Abordant le volet numérisation de la production théâtrale, le même dramaturge a suggéré d'archiver le texte original ainsi que toutes les pièces produites à partir de cette matière première ce qui permettra, a-t-il dit, « de montrer, entre autres, les différentes mises en scène et interprétations que peut susciter un même texte théâtral ».

Toutefois, a-t-il mis en garde, la numérisation doit répondre au seul objectif de constituer une banque de données et en aucun cas se substituer à la présentation sur scène

d'une pièce théâtrale, car la projection ne transmet pas les émotions, ces dernières étant l'apanage de l'être humain, donc du comédien qui joue sur scène face à un public, a-t-il insisté.

M. Si Ahmed a observé que beaucoup de témoignages importants faits lors de rencontres culturelles ont été perdus faute d'avoir été enregistrés et numérisés.

Cet anthropologue a recommandé aux spécialistes de se pencher sur cette préoccupation et la prendre en charge à travers la création de sites qui seront dédiés au patrimoine culturel.

« Le patrimoine doit se servir du numérique, se fixer et être transmis aux générations futures », a-t-il soutenu à ce propos. L. O.

Mihoubi :

«Les pièces retrouvées à la Place des martyrs et les documents récupérés de France exposés»

Le ministre de la Culture, Azzidine Mihoubi, a révélé lundi à Alger que les pièces archéologiques retrouvées lors des fouilles menées sur la Place des martyrs (Alger), dans le cadre des travaux d'aménagement du métro, « seront exposés pour la première fois mardi au public » à l'occasion de la célébration du mois du patrimoine (18 avril-18 mai).

Invité du forum de la radio de la Chaîne 1, le ministre a fait savoir qu'un musée serait dédié à ces découvertes importantes au niveau de la station du métro de la Place des martyrs.

Evoquant la question des vestiges et du mois du patrimoine placé sous le thème « Le patrimoine, moteur de développement », M. Mihoubi a révélé que les 600 documents, manuscrits, photographies et livres acquis récemment lors d'une vente aux enchères à Toulouse (France), seraient exposés mercredi prochain à la Bibliothèque nationale.

Il a souligné dans ce sens que les efforts de récupération de toutes les pièces archéologiques et objets d'art algériens existant à l'étranger se poursuivraient en collaboration avec les Archives nationales, ajoutant que ces objets représentaient la « mémoire de l'Algérie ».

Le premier responsable du secteur a abordé plusieurs thèmes liés au patrimoine, notamment les sites archéologiques tels que les pyramides algériennes (Djeddar), découvertes à Tiaret. A cet effet, un groupe d'experts algériens et 3 archéologues égyptiens procéderont à l'étude du site en vue d'élaborer un dossier qui sera soumis à l'Unesco pour classification, a fait savoir le ministre qui a ajouté que « deux autres études seront menées également au niveau du tombeau d'Imerdhassen (Batna) et du Mausolée royal de Maurétanie, surnommé tombeau de la Chrétienne, à Tipaza, et ce en collaboration avec le Centre

national de recherche préhistorique, anthropologique et historique (CNRPAH) ».

Le ministre a estimé nécessaire d'élargir les fouilles à d'autres régions telles que Tissemsilt, M'sila et Djelfa, appelant à l'implication du secteur privé dans ces opérations qui permettront de faire connaître ces vestiges et par conséquent de veiller à leur préservation.

S'agissant du retard enregistré dans la restauration des monuments dans le cadre de la manifestation « Constantine, capitale de la culture arabe », M. Mihoubi a annoncé la relance des opérations de restauration après le règlement des problèmes liés aux bureaux d'études étrangers. Il a rappelé dans ce contexte les efforts consentis par son département ministériel en matière de préservation du patrimoine matériel et immatériel en dépit des difficultés en raison de la communauté du patrimoine musical avec des pays voisins, soulignant que

des démarches ont été entreprises pour soumettre des dossiers en commun à l'Unesco.

Concernant la Journée du savoir (16 avril), le ministre a estimé que « c'est un événement important, car célébrant le savoir et l'une des figures emblématiques de la nation algérienne, l'imam Abdelhamid Ibn Badis, annonçant à cette occasion que le film lui rendant hommage sera achevé dans un mois ».

M. Mihoubi a indiqué que le message du président de la République à l'occasion de la Journée du savoir confirmait l'intérêt accordé par le Président Bouteflika aux artistes et intellectuels, rappelant le rôle assigné aux intellectuels quant à la protection de la société de l'extrémisme. A une question sur l'importance de la culture dans les programmes des partis politiques dans le cadre de la campagne électorale, le ministre considère que la culture figurait en marge des débats des formations politiques. Racim C.

Rendez-vous culturels

Opéra Boualem Bessaih
Le 28 avril à 19h :

Concert-hommage à la légende du jazz, Duke Ellington, disparu il y a plus de 40 ans.

Musée du Bardo (Alger)
Du 23 avril au 22 mai :

L'exposition « La culture assaillie », organisée par l'ambassade des Pays-Bas en Algérie, en collaboration avec le Musée national du Bardo, Ezzou'Art Galerie du centre commercial et de loisirs de Bab-Ezzouar

Jusqu'au 27 avril :

Exposition « Aux temps des tons d'art » de l'artiste peintre Abbou Abdelkader Dadi.

Galerie des Ateliers Bouffé d'Art

Jusqu'au 6 mai :

Exposition-vente « Expressions Croisées » de l'artiste plasticien Yacine Aïdoud.

Galerie d'Arts Asselah

Jusqu'au 27 avril :

Exposition de peinture de l'artiste Fatiha Bisker.

Palais Mustapha-Pacha (Basse-Casbah, Alger)

Jusqu'au 28 avril :

Exposition de photographies de l'Espagnol Nicolas Müller (1913-2000) sur le patrimoine ibérique.

Salle d'exposition du siège de l'APC d'Oran

Jusqu'au 23 avril :

Exposition photographique dédiée à Miguel de Cervantès (1547-1616) dans le sillage du 4^e centenaire de la mort de l'auteur de Don Quichotte.

Galerie d'Art Couleurs et Patrimoine (El-Biar, Alger)

Jusqu'au 22 avril :

Exposition de l'artiste peintre Tazi Maâmar.

Galerie d'art Sirius (Téléme, Alger)

Jusqu'au 30 avril :

Exposition de peinture « Rétroplastie » de l'artiste Valentina Ghanem Pavlovskaya.



Coup-franc direct

Les jeunes, la priorité

Par Mahfoud M.

Le président de la FAF fait tout pour relancer les sélections nationales et tenter de faire développer la formation à nouveau dans le pays. Ainsi, et après une période de doute, les responsables de la balle ronde nationale sont conscients maintenant qu'il faut se donner à fond pour tenter de relancer la machine. Zetchi s'est rendu compte qu'il faut exploiter toutes les compétitions comme cela est le cas des Jeux islamiques auxquels la FAF alignera son EN olympique alors qu'il était question de faire l'impasse. Le patron de la Fédération sait qu'il faut profiter de cette situation pour tenter de faire gagner de l'expérience aux jeunes qui doivent se donner à fond pour tenter de se forger. Quoi qu'il en soit cela est une bonne initiative d'autant plus qu'on avait l'habitude de prôner la facilité en boycottant les compétitions alors que cela est faux et qu'il faut participer même si l'équipe n'est pas prête à cent pour cent et cela pour permettre à des joueurs jeunes de se mettre en évidence pour ne pas revivre les échecs répétitifs du passé qui ont emmené notre football à régresser encore plus. Nul doute qu'il n'y a pas plus important que les jeunes si l'on veut créer une base solide et aller de l'avant car le joueur sénior est déjà formé tandis que ces jeunes se forment à chaque compétition et à chaque match. M. M.

Handisport/Athlétisme

19 médailles dont 6 en or pour l'Algérie

LES ATHLÈTES algériens du handisport ont remporté un total de 19 médailles (6 or, 6 argent et 7 bronze), lors du Grand Prix d'athlétisme de Tunis, un des neuf retenus dans le calendrier annuel du Comité Paralympique international (IPC), alors que la Tunisie a pris la première place, avec 72 médailles dont 34 or, rapporte lundi le site officiel de l'instance paralympique internationale. En l'absence des athlètes de la sélection nationale, pour "des raisons financières", selon la fédération algérienne handisport (FAH), la chance a été donnée aux clubs

algériens possédant les moyens pour "offrir une autre opportunité à leurs athlètes pour s'auto-évaluer dans une compétition internationale de bonne facture", à l'image du Machaal Baladiat Bir Mourad Rais et le Clu Nacera Nounou (Alger). Les consécutions algériennes en vermeil ont été l'œuvre de Nasser Djamil au 100m et 200m (T11-T12 et T20, classes jumelées), Boukhalfa Allel (GSP), au 100m (T35/36), Medjahed Bouhafs au 100m (T13/38/44), Walid Rezouani au Club (F51) et Bakhta Benallou au poids (F12/36/37/44).

EN Dames

L'Algérie en route vers son destin féminin

LORS DE la Coupe du Monde de la FIFA, Brésil 2014, l'Algérie a atteint pour la première fois de son histoire le deuxième tour. La sélection U-23 s'est ensuite qualifiée pour les Jeux olympiques après 34 ans d'absence. Mais le football féminin n'a pas été à pareille fête, les Algériennes ne parvenant pas à se qualifier pour la CAN 2016 au Cameroun. Rayan Brahimi le regrette mais ne baisse pas les bras. «Le football féminin a traversé plusieurs périodes en Algérie, des bonnes et des mauvaises», confie à FIFA.com celle qui a débuté en sélection avec les U-17, puis les U-23, avant de rejoindre l'équipe A en 2013. «Les choses s'améliorent peu à peu et le football féminin se développe dans notre pays. Il y a un grand progrès par rapport aux années passées, mais il faut continuer à travailler pour rattraper notre retard. Il faut aussi améliorer la formation à la base et avoir une stratégie sur le long terme pour garantir l'avenir du football féminin algérien». L'Algérie féminine a disputé la CAN 2014, en Namibie, où elle a n'a pas pu franchir le premier tour. Pire encore, la sélection n'est pas parvenue à se qualifier pour l'édition 2016 au Cameroun. La latérale gauche Nesrine Bara était de l'aventure à la CAN 2014 en Namibie et a dis-

puté l'ensemble des matches de l'Algérie depuis. «Nous avons été éliminées dès le premier tour en 2014, mais avec les honneurs», souligne-t-elle. «Malheureusement, le Kenya nous a barré la route du Cameroun en 2016. Notre objectif est désormais de nous qualifier pour la CAN 2018», affirme Bara. «Nous disposons d'un excellent groupe de joueuses qui évoluent dans le championnat national ou à l'étranger. Nous sommes déterminées à réussir».

Challenge Mondial/cadet-2017 (ITTF)

Les Algériens Chaichi et Tighercifi dans l'équipe africaine

Les pongistes algériens Abdelbasset Chaichi et Nourhane Houa Tighercifi ont été retenus dans les sélections africaines (garçons et filles) qui vont représenter le continent au prochain Challenge Mondial des cadets (ITTF-2017), dont la date sera communiqué ultérieurement, rapporte lundi le site de la fédération internationale de tennis de table (ITTF).

Les équipes africaines ont été dégagées des championnats d'Afrique (cadet-juniors) qui se sont déroulés en Tunisie du 9 au 15 avril, avec la participation des meilleurs pongistes du continent. La sélection africaine garçons qui sera composée de quatre pongistes, comportera

Accompagné de ses deux adjoints, Jesus Canadas et Miguel Angel Campos respectivement adjoint et préparateur physique, le coach des Verts tiendra sa conférence de presse à 11h l'amphithéâtre Omar Kezzal du Centre technique national de Sidi Moussa et devra s'expliquer sur plusieurs questions qui concernent sa nomination mais aussi ses objectifs et ses vœux avec l'EN algérienne. Désigné contre toute attente sélectionneur national, ce technicien espagnol travaillera pour la

première fois avec une sélection nationale lui qui est habitué à diriger des clubs dit mineurs en Espagne, dont le dernier en date, le FC Grenades où évoluait notre international, Yacine Brahimi qu'il connaît d'ailleurs très bien. Alcaraz tentera certainement de se défendre en affirmant que cette mission ne l'inquiète pas vraiment, mais il devra dissiper les craintes des Algériens qui s'attendaient à la désignation d'un grand nom du football international surtout que la FAF dispose des moyens financiers qu'il faut pour engager n'importe quel entraîneur et surtout à un effectif très riche qui

EN olympique

Ameur Chafik nouveau coach

Direction technique nationale de la FAF samedi dernier pour des «raisons personnelles». Korichi avait dirigé les deux premiers stages effectués par la future sélection olympique algérienne en prévision du rendez-vous de Bakou.

Ameur Chafik qui a suivi toutes les étapes qui ont précédé la mise sur pied de cette sélection, dirigera le groupe lors des deux prochains stages dont le troisième est en cours au

Centre technique national de Sidi Moussa, alors que le quatrième se déroulera la semaine prochaine juste avant de s'envoler pour Bakou. Ameur Chafik sera assisté dans sa mission par Cherifi préparateur physique et Grilli, entraîneur des gardiens de but. Au tournoi de football des Jeux de la Solidarité islamique, l'Algérie a hérité du groupe B avec la Turquie, Palestine et Oman. Le groupe A est constitué du pays hôte Azerbaïdjan, Maroc, Cameroun et l'Arabie Saoudite.

M. M.

Les deux premiers se qualifient pour les demi-finales.

Le staff technique de la future sélection olympique algérienne de football sous la conduite du nouvel entraîneur en chef Ameur Chafik a dévoilé la liste des 23 joueurs devant participer aux Jeux de la Solidarité islamique prévus du 11 au 22 mai 2017 à Bakou en Azerbaïdjan.

La sélection algérienne participera à ce tournoi avec des joueurs U20 nés avant 1997 afin de leur permettre de découvrir le football international.

Toutefois, le staff technique a décidé de renforcer le groupe par des U23 et un senior le gardien international (A) Chemseddine Rahmani du MO Béjaia.



Le technicien espagnol prêt pour le challenge

Par Mahfoud M.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Mobilis

Près de 19 millions d'abonnés à la téléphonie dont 1,1 million à la 4G

QUELQUE 18,8 millions d'abonnés à la téléphonie mobile, dont 1,1 million à la 4G, ont été enregistrés à ce jour par l'opérateur public Mobilis, a annoncé, hier à Alger, son P-dg Ahmed Choudar. «Le nombre d'abonnés actifs à la téléphonie mobile (2G, 3G et 4G) a atteint les 18,8 millions au jour d'aujourd'hui, dont 1,1 million à la 4G», a déclaré M. Choudar à l'APS, en marge d'une conférence sur le thème «La data internationale et les communications unifiées au service de la transformation digitale des entreprises». Il a indiqué que la 4G, déployée depuis son lancement en octobre 2016 sur 14 wilayas, sera élargie à 7 autres wilayas durant l'année 2017, relevant que la densification se situe entre 10% et 15% conformément au cahier des charges. Concernant la 3G, il a noté que l'ensemble des wilayas du pays sont couvertes par cette technologie, soulignant que cette couverture s'effectue conformément aux engagements de l'opérateur national vis-à-vis de l'Autorité de régulation de la poste et des télécommunications (ARPT). Le patron de Mobilis a fait remarquer, en outre, que son entreprise a déjà installé plus de 12 000

BTS (antenne-relais de téléphonie mobile) pour une meilleure couverture du territoire national, annonçant, par la même occasion, l'installation de trois data center dans l'est, l'ouest et le centre du pays, qui seront opérationnels dans «deux à trois mois». Le P-dg de Mobilis a fait savoir, par ailleurs, que la plateforme neTWin dédiée aux entreprises et permettant la fourniture de services de communications Cloud, intégralement gérés et hébergés chez cet opérateur public, sera prochainement lancée. Intervenant à l'ouverture de la conférence sur la data internationale et les communications unifiées au service de la transformation digitale des entreprises, M. Choudar a indiqué que grâce aux services de communication Cloud de Mobilis, les entreprises feront accroître leur productivité de façon globale, tout en simplifiant le déploiement et la gestion de leurs services de communication. Mobilis ambitionne ainsi d'offrir aux entreprises, à travers cette plateforme, son expertise et son expérience de la simplification et du déploiement rapide de services de communication dans plus de 3 000 villes de 140 pays. Slim O.

Sahara occidental

Rassemblement à Paris pour la libération des prisonniers politiques sahraouis détenus au Maroc

Une trentaine de Sahraouis et de militants français soutenant la cause sahraouie ont manifesté, lors d'un rassemblement organisé hier après-midi aux Invalides (Paris), pour demander la libération immédiate et sans condition des prisonniers politiques sahraouis détenus au Maroc. Le rassemblement, qui s'est tenu à une centaine de mètres du siège du ministère français des Affaires étrangères, a été organisé à l'appel de l'Association de la communauté sahraouie en France (ACSF), de l'Association des Sahraouis en France (ASF), de la Ligue des étudiant(e)s sahraoui(e)s en France et de la Plateforme pour la solidarité avec le peuple du Sahara occidental. Scandant «Une seule solution, arrêter l'occupation (marocaine)» et «Le Maroc assassin, la France complice», les manifestants sahraouis ont demandé la libération immédiate et sans condition des prisonniers politiques sahraouis ainsi que l'arrêt de la répression dans les territoires sahraouis occupés. Ils ont également exigé l'organisation rapide du référendum d'autodétermination permettant au peuple sahraoui de décider librement de son avenir, l'extension du mandat de la Mission

des Nations unies pour l'organisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental (Minurso) à la surveillance du respect des droits de l'Homme au Sahara occidental ainsi que le respect et la pleine application de l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) du 21 décembre 2016 qui exclut le Sahara occidental du champ d'application des accords entre l'Union européenne et le Maroc. Dans ce rassemblement, dont l'autre objectif est de sensibiliser les passants sur le conflit du Sahara occidental que beaucoup ignorent, les militants sahraouis, soutenus par des membres de l'Association des amis de la République arabe sahraouie démocratique (AARASD), ont rappelé que le 8 novembre 2010, les forces de sécurité marocaines ont démantelé avec violence le camp de Gdeim Izik, installé par plus de 20 000 Sahraouis. Vingt-deux militants sahraouis ont été condamnés à de lourdes peines de prison (de 20 ans à la perpétuité) par un tribunal militaire marocain, ont-ils ajouté, précisant que les juges ont refusé d'enquêter sur les allégations de torture. Hani Y.

les Algériens peuvent visiter la Russie sans visa



Djalou@hotmail.com

La route nationale bloquée par des habitants de Naciria

Les usagers de la route pris en otages

■ Des habitants d'une dizaine de villages de la commune de Naciria (40 km à l'est de Boumerdès) ont bloqué la RN 12 pendant plusieurs heures pour réclamer le raccordement de leurs villages au réseau de gaz naturel.

Par Hamid M.

L'action de protestation a débuté vers 10h, entraînant la fermeture de cette route reliant Tizi Ouzou à Boumerdès. Les usagers de la route ont été contraints de rebrousser chemin dans les deux sens des raccourcis par les routes secondaires via Baghlija et Dellys pour rallier l'autre tronçon de la RN 12. Les protestataires, à l'appel de la coordination des villages de l'ex-Laaziv (Naciria), n'ont pas décollé jusqu'en milieu de l'après-midi



pour dénoncer le non-respect de leurs revendications. H. M.

Turquie

12 personnes à bord d'un hélicoptère de police décédées

UN HÉLICOPTÈRE de la police avec 12 passagers à bord, dont un juge, s'est écrasé hier dans l'est de la Turquie pour des raisons vraisemblablement accidentelles, ont indiqué les autorités locales. L'appareil, qui transportait un juge, sept policiers, un sous-officier de l'armée et trois personnels de bord, selon NTV, s'est écrasé à Tunceli en fin de matinée, a déclaré le gouverneur de cette province de l'est de la Turquie dans un communiqué. «Nous estimons que l'hélicoptère est tombé en raison des conditions météorologiques», a indiqué le gouverneur. Les médias turcs rapportent que brouillard recouvre la zone du crash. Faten D.

Constantine

Réflexion autour de la création d'un cluster pharmaceutique

UNE RÉFLEXION autour de la création d'un cluster pharmaceutique à Constantine est actuellement en cours, a indiqué hier le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdeslem Bouchouareb. «L'Etat a déjà réalisé un cluster mécanique à Constantine et un autre spécialisé dans l'industrie chimique à Oran, et l'objectif aujourd'hui est de concrétiser dans la ville des ponts un cluster dans l'industrie des médicaments», a affirmé le ministre, au cours de sa visite de travail effectuée dans la wilaya. Constantine est devenue «un pôle d'industrie pharmaceutique, d'où la nécessité de développer davantage ce créneau à travers la réalisation d'un cluster pour appuyer les efforts déployés

dans la consolidation de cette industrie», a-t-il estimé. «Le défi du gouvernement est de réduire la facture d'importation est d'aller progressivement vers l'exportation», a rappelé M. Bouchouareb, lors de son passage à l'usine de fabrication de médicaments, de statut privé, située dans la zone industrielle de la commune d'Ibn Badis. Le ministre avait entamé sa visite à Constantine en inaugurant une usine de fabrication de ciment colle, implantée dans la zone industrielle Tarf, de la commune d'Ibn Badis, avant de visiter la société de maintenance industrielle de l'Est du groupe GIKA, située dans la zone industrielle de la commune de Didouche Mourad. Aymen B./APS